INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 6 décembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les marchés actions européens ont clôturé en repli dans le sillage des Bourses américaines, en recul depuis trois séances. Le CAC 40 a perdu 0,14% à 6 687 points tandis que l'EuroStoxx50 a pour sa part cédé 0,49% à 3 937 points. Même climat baissier à Wall Street avec un Dow Jones en repli de 0,68% à 33 710 points vers 17h30.
* Les investisseurs sont quelque peu redescendus de leurs nuages, l'accélération inattendue de la croissance du secteur des services (ISM) outre-Atlantique annoncée hier ayant pour effet de contrebalancer la perspective d'une réduction de l'ampleur des hausses des taux de la Fed. Les esprits se préparent à l'idée selon laquelle la Réserve fédérale pourrait poursuivre son cycle de resserrement monétaire plus longtemps que prévu.
* Côté statistiques, à rebours d'hier, cette journée de mardi a été relativement calme.
* En Allemagne, les commandes à l'industrie ont augmenté plus que prévu en octobre tandis qu'aux Etats-Unis, le déficit de la balance commerciale américaine s'est élevé à 78,20 milliards de dollars en octobre, un niveau inférieur aux attentes (80 milliards) mais supérieur à celui du déficit du mois de septembre.
* S'agissant de la zone euro, Philip Lane, le chef économiste de la BCE, a déclaré au Milano Finanza que la banque centrale européenne devra encore procéder à plusieurs relèvements de ses taux d'intérêt afin de réduire les tensions inflationnistes.
* La Reserve Bank of Australia (RBA) a relevé aujourd'hui son principal taux d'intérêt directeur de 25 points de base, pour le porter à 3,1 %, comme prévu. Elle a également indiqué qu'un nouveau resserrement de la politique monétaire était probable. Sur le marché des changes, le dollar australien gagne 0,32% à 0,6718 dollar américain.

" Le Conseil de la banque s'attend à augmenter encore les taux d'intérêt à l'avenir, mais il n'a pas de plan préétabli. (...) L'ampleur et le calendrier des futures hausses de taux d'intérêt continueront d'être déterminés par les dernières statistiques et l'évaluation par le Conseil des perspectives d'inflation et du marché du travail " a déclaré le gouverneur, Philip Lowe.

" Les attentes concernant le signal de pause de la RBA n'ont donc pas été satisfaites. À cet égard, la décision a été un peu plus hawkish que prévu. Toutefois, le dollar australien n'a pas vraiment pu en profiter. En effet, le communiqué qui accompagne la décision confirme l'évaluation de base du marché selon laquelle la RBA fera bientôt une pause ", a commenté Commerzbank.

* Après avoir touché hier un plus bas depuis juin 2020, le cours du bois de construction rebondit de 3,55% à 405 dollars les 1000 pieds de planche (environ 2,36 mètres cubes). Le marché du bois est durement touché par la dégradation du marché immobilier aux Etats-Unis sur fonds de nette hausse des taux hypothécaires. Publié à la mi-novembre, l’indice NAHB de la confiance des constructeurs immobiliers est ressorti à 33 en novembre alors qu’il était anticipé à 36 après 38 en octobre.
* Les prévisions du PIB mondial pour 2023 ont été révisées à la baisse, les banques centrales intensifiant leur lutte contre l'inflation et les perspectives du marché immobilier chinois se détériorant, indique Fitch Ratings dans sa dernière édition des Perspectives économiques mondiales. L’agence de notation prévoit désormais une croissance du PIB mondial de 1,4 % l’année prochaine, révisée à la baisse par rapport à la prévision d'une hausse de 1,7 % de septembre 2022.

Fitch a abaissé sa prévision de croissance américaine pour 2023 à 0,2 %, contre 0,5 % auparavant, en raison de l'augmentation du rythme de resserrement de la politique monétaire.

Elle a également réduit ses prévisions de croissance pour la Chine en 2023 à 4,1%, au lieu de 4,5%, car les perspectives de reprise de la construction de logements s'estompent. La prévision de croissance de la Chine en 2022 reste à 2,8 %, car la recrudescence des cas de Covid-19 pèse sur l'activité à court terme.

L'agence de notation a légèrement revu à la hausse la croissance de la zone euro en 2023, à +0,2 %, contre -0,1 % auparavant, car la crise gazière européenne s'est un peu atténuée, mais des hausses de taux plus marquées de la BCE pèseront sur la demande.

"Le contrôle de l'inflation s'avère plus difficile que prévu, car les pressions sur les prix se diffusent et s'ancrent davantage. Les banques centrales sont obligées de ne plus prendre de gants. Ce n'est pas bon pour la croissance", a prévenu Brian Coulton, économiste en chef de Fitch.

* L'Association internationale du transport aérien (IATA) prévoit un retour à la rentabilité pour l'industrie mondiale du transport aérien en 2023, les compagnies aériennes continuant en 2022. à réduire leurs pertes dues aux effets de la pandémie de Covid-19. En 2023, les compagnies devraient afficher un petit bénéfice net de 4,7 milliards de dollars, soit une marge bénéficiaire nette de 0,6 %. Il s'agirait selon l’Iata du premier profit depuis 2019, année où les bénéfices nets du secteur étaient de 26,4 milliards de dollars (marge bénéficiaire nette de 3,1 %).

En 2022, les pertes nettes des compagnies aériennes devraient s'établir à 6,9 milliards de dollars (une amélioration par rapport à la perte de 9,7 milliards de dollars pour 2022 dans les perspectives de juin de l'Iata). C'est un net progrès par rapport aux pertes de 42,0 milliards de dollars et 137,7 milliards de dollars enregistrées en 2021 et 2020 respectivement.

L'Iata précise que l'amélioration des perspectives pour 2022 découle en grande partie de la hausse des rendements et de la maîtrise des coûts face à la hausse des prix du carburant.

Les rendements passagers devraient augmenter de 8,4 % (contre 5,6 % prévus en juin) et le chiffre d'affaires passagers devrait atteindre 438 milliards de dollars (contre 239 milliards de dollars en 2021).

**SOCIETES**

* Au chapitre des sociétés, Quadient et d'ADP ont fortement baissé. Le premier a lancé un avertissement et le second a fait savoir que Royal Schiphol Group (RSG) avait cédé sa participation résiduelle de 3,91 % dans son capital.
* ADP a affiché une des plus fortes baisses du SBF 120, perdant 12,60% à 129,05 euros, soit un plus bas depuis fin octobre. Le spécialiste de la gestion d’aéroports a fait savoir que Royal Schiphol Group (RSG) avait cédé sa participation résiduelle de 3,91 % dans son capital dans le cadre d'un placement accéléré auprès d'investisseurs institutionnels, et que RSG rachèterait la part de son capital détenue par ADP pour environ 420 millions d'euros. Le prix de cession obtenu par RSG, 133 euros par action, déçoit les analystes car il fait ressortir une décote de 10% sur le cours de clôture de lundi.

"A l'issue du placement accéléré, Royal Schiphol Group ne détient plus d'actions dans le Groupe ADP. Conformément à l'accord de sortie qui avait été conclu entre les parties le 1er décembre 2008, Royal Schiphol Group va racheter les titres détenus par le Groupe ADP dans Royal Schiphol Group, ce qui marquera la fin du processus de débouclage des participations croisées avec Royal Schiphol Group", a expliqué le spécialiste de la gestion d'aéroports.

Les quelque 420 millions d'euros qu'ADP va tirer de cette transaction permettra au groupe "de saisir, de manière sélective, d'éventuelles opportunités de développement à l'international" et de poursuivre sa trajectoire de désendettement, avec pour cible un ratio d'endettement de 4,5 à 5 fois l'Ebitda en 2025, a précisé la société.

A l'occasion de cette opération, ADP a racheté 296 882 de ses actions, soit environ 0,3 % du capital, au prix unitaire de 133 euros, ce qui représente un montant de 39,5 millions d'euros. Il est destiné à couvrir toute attribution d'actions de performance du Groupe ADP et/ou attribution d'actions dans le cadre d'une opération d'actionnariat salarié.

* Quadient a perdu près de 18% à 12,01 euros, affichant la plus forte baisse de l'indice SBF 120. Le groupe dégringole en bourse après avoir enregistré une faible croissance organique au troisième trimestre, qui l’a contraint à abaisser ses objectifs financiers pour l'année 2022. Il table désormais sur une croissance de son chiffre d'affaires supérieure à 1% pour l'exercice en cours, et une baisse de son résultat opérationnel (Ebit) " dans le bas de la fourchette à un chiffre ", en données organiques.

Le fournisseurs d'équipements et de logiciels pour la gestion de la relation client table visait auparavant une croissance organique des ventes de plus de 2%, ainsi qu'une croissance organique comprise entre 1% et 5% (" low- to mid-single digit ") pour son résultat opérationnel courant (hors charges liées aux acquisitions).

En revanche, ses objectifs pour la période 2021-2023 ont été confirmés, à savoir un taux de croissance organique annuel moyen du chiffre d'affaires de 3% minimum et un taux de croissance organique annuel moyen du résultat opérationnel courant hors charges liées aux acquisitions à un niveau au moins égal à " mid-single digit " (4-6%).

* Wavestone a dévoilé hier soir des résultats semestriels en ligne avec les attentes et prévenu qu’un ralentissement de la demande de conseil risque de se matérialiser dès le début 2023. L’action du groupe de conseil spécialiste de la transformation des entreprises et des organisations a cédé 4,04% à 42,75 euros dans un contexte boursier défavorable aux valeurs technologiques.

Sur la première partie de l'exercice, le résultat opérationnel courant a reculé de 7% à 29,7 millions d'euros, faisant ressortir une marge opérationnelle courante de 12,5% contre 14,6% sur la première moitié du précédent exercice. " La rentabilité du premier semestre 2021/22 était exceptionnellement élevée dans un contexte post crise Covid-19, marqué par un rebond de l'activité et des charges opérationnelles encore ralenties ", a souligné Wavestone.

Cette année, le cabinet a en revanche accéléré ses dépenses, notamment en matière de recrutement et de ressources humaines.

Wavestone a également décidé des ajustements de sa politique salariale permettant de maintenir son attractivité auprès de talents toujours plus sollicités, " mais qui ne pèseront pas sur son ratio prix de vente sur salaires grâce à la bonne orientation du taux journalier moyen ".

* Catana Group a terminé parmi les plus fortes hausses du SRD, affichant un gain 6,67% à 6,24 euros, après avoir fait état d'une nouvelle progression significative de ses résultats annuels. L'action est plus haut depuis mi-octobre. Avec le rallye haussier entamé hier par Beneteau après ses résultats annuels (+26,49% sur 5 jours), cette montée témoigne de l'attractivité des acteurs de la navigation de plaisance.

Au cours de l'exercice 2021/2022, clos fin août, Catana a enregistré un bond de 70% de son résultat opérationnel à 23,8 millions d'euros, soit 16% de ses revenus contre 13,75% un an auparavant.

Opérant depuis plus de deux ans dans un contexte peu prévisible (Covid 19 et ses confinements, pénuries mondiales de composants, hyperinflation, guerre en Ukraine),le spécialiste des navires de plaisance a enregistré un résultat net part du groupe à 15,9 millions d'euros contre 14,1 millions d'euros sur l'exercice précédent.

Comme annoncé, fort d'un carnet de commandes qui n'a cessé de s'embellir depuis 18 mois, l'exercice 2021/2022 marque une page importante dans l'histoire du Catana avec une croissance de 46% de son activité à 148,6 millions d'euros.

Le groupe a changé de dimension en 8 années, passant d'une position d'acteur confidentiel du marché à une position solide dans le trio de tête du marché mondial des constructeurs de catamarans.

* La Compagnie des Alpes annonce que son résultat net part du groupe, pour l’exercice 2021/22 clos le 30 septembre 2022, s’élève à 114,4 millions d’euros contre une perte de 121,7 millions d’euros en 2020/21 et un résultat positif de 62,2 millions d’euros en 2018/19, dernier exercice non impacté par les conséquences de la crise sanitaire. Le spécialiste des domaines skiables et des parcs de loisirs précise que l’excédent brut opérationnel (EBO) du groupe s’élève à 312,6 millions d’euros pour l’exercice 2021/22, ce qui représente une augmentation de 40,1% par rapport à l’exercice 2018/19.

**ANALYSE**

* La marée des dettes monte inexorablement. Surtout dans les pays les plus pauvres où l'inquiétude ne cesse de grandir. Une fois de plus, la Banque mondiale sonne l'alarme dans un rapport publié mardi.

Les pays pauvres éligibles aux prêts à taux très réduits de l’Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale, consacrent désormais plus d'un dixième de leurs revenus d'exportation pour assurer le service de leur dette extérieure publique à long terme et de leur dette garantie par l'Etat. C'est la proportion la plus élevée depuis 2000.

A l'époque déjà, les difficultés à honorer leurs dettes avaient nécessité, sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI), la mise en place de l’initiative « pays pauvre très endettés » pour alléger leur fardeau.

En 2021, l'encours de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire a ainsi augmenté de 5,6 % pour atteindre 9.000 milliards de dollars. C'est plus du double d'il y a dix ans. Au cours de la même période, la dette extérieure totale des pays éligibles à l'AID a presque triplé pour atteindre 1.000 milliards de dollars. À fin 2021, le service de leur dette s'élevait à 46,2 milliards de dollars. Ils y consacraient 1,8 % de leur revenu national brut, contre 0,7 % en 2010.

La facture risque de s'alourdir au regard de la montée des taux d'intérêt dans le monde et du ralentissement de la croissance. Pour le président de la Banque mondiale, David Malpass, « les paiements du service de la dette publique externe et de la dette garantie par l'Etat par les pays les plus pauvres du monde devraient augmenter de 35 % à partir de 2021 pour atteindre plus de 62 milliards de dollars en 2022 ». Si tel devait être le cas, ce serait « l'une des plus fortes augmentations annuelles des deux dernières décennies », souligne la Banque.

L'urgence d'une restructuration des dettes ne cesse de grandir. Sauf que, par rapport aux grandes crises des années précédentes où le Club de Paris était à la manœuvre aux côtés du FMI et de la Banque mondiale, la tâche n'est plus aussi aisée. Depuis, la composition de l'endettement a changé.

Les pays à revenu faible et intermédiaire ont nettement accru le recours à des créanciers privés. Ils représentaient l'an dernier 61 % de leur dette publique, contre 46 % en 2010. Pour les pays les plus pauvres, cette part a quadruplé, passant de 5 % en 2010 à 21 % en 2021. Parallèlement, la proportion due aux créanciers du Club de Paris (Europe et Etats-Unis) est tombée à 32 % à la fin de 2021 contre 58 % à la fin de 2010.

Même du côté des créanciers publics, la nature des dettes a considérablement évolué. Le montant dû aux pays qui ne sont pas membre du Club de Paris (Chine, Inde, Arabie saoudite, Emirats arabes unis et autres) est passé de 42 % (35,3 milliards de dollars) en 2010 à 68 % (138,3 milliards de dollars) en 2021.

Et parmi ces derniers créanciers, la Chine joue un rôle considérable. Sa part dans les encours de la dette bilatérale des pays pauvres est passée de 18 % en 2010 à 49 % en 2021.

Résultat : les remboursements dus à la Chine au titre des emprunts contractés par ces pays pauvres, estimés à 17 milliards de dollars en 2022, représentent 66 % du service de la dette bilatérale officielle.

« Une approche globale est nécessaire pour réduire la dette », affirme David Malpass. Les grands pays émergents, à commencer par la Chine, devront y jouer les premiers rôles. Sinon, la marée risque de continuer de monter.

**L’AGENDA DU 7 décembre 2022**

**8h00 en Allemagne**
Production industrielle en octobre

**8h45 en France**
Balance commerciale en octobre

**11h00 en zone euro**
PIB au troisième trimestre

**14h30 aux Etats-Unis**
Productivité et coût unitaire du travail au troisième trimestre